

Commission : Conseil de l'Arctique et de la Méditerranée

Problématique : *Des espaces maritimes partagés : "Comment concilier l'accès aux mers et la sécurité européenne avec la coopération entre l'UE et ses partenaires les plus proches ?"*

Pays : France

Le gouvernement actuel de la France est dirigé par La République en marche!, un parti de centre dirigé par Emmanuel Macron, actuel président de la France. Cependant, les nouvelles élections présidentielles, peuvent faire changer la situation politique du pays.

Cette commission a lieu pour trouver une entente sur la sécurité, la circulation et la coopération dans la mer Méditerranée et dans l'Arctique. En effet, à cause de nombreuses situations, telles que le réchauffement climatique, la question de la coopération des Etats concernés dans ces espaces maritimes est mise en danger. L'accès à de nouvelles ressources souterraines et à de nouvelles routes commerciales engagent notre pays. La France, présente en Méditerranée et un des pays les plus développés au monde, est évidemment directement concernée par cette commission. Comme nous sommes au niveau mondial une puissance militaire, commerciale et touristique nous voulons augmenter notre zone d'influence tant en Méditerranée qu'en Arctique pour, avec l'aide des pays concernés par cette commission, assurer une croissance économique au niveau mondial, tout en protégeant militairement et en défendant écologiquement ces zones.

Dans un premier temps, dans la mer Méditerranée, la France a comme objectif principal la réduction d'émission de gaz nocif pour l'être humain et pour l'environnement. Nous sommes en train de faire des progrès vis-à-vis des émissions de CO2 provoquées par le tourisme et par le commerce. Dans le domaine touristique, ces émissions ont baissé de 2019 à 2022 de 19%, grâce à des nouvelles routes commerciales et à un renouvellement de la flotte Airbus, qui rejettent moins de CO2. Cependant, pour réussir cette transition écologique nous avons besoin de fortifier la relation entre les Etats présents en Méditerranée. Notre pays veut également amoindrir les tensions entre la partie occidentale et la partie orientale afin de mettre en place une politique d'ouverture, permettant ainsi le développement économique et commercial qui bénéficiera à l'ensemble de l'espace méditerranéen. De plus, il est nécessaire de contrôler le flux migratoire de la méditerranée. Nous voulons changer la répartition de la migration avec un objectif clair : impliquer les pays de l'Est (comme la Pologne, l'Autriche et la Hongrie, qui refusent d'accueillir des réfugiés) afin de concilier la pression migratoire qui s'exerce sur les pays d'entrée comme l'Espagne, l'Italie ou la Grèce. Pour contrôler la migration illégale, l'UE a renforcé les frontières avec l'aide de Frontex, organisme qui s'occupe du contrôle des frontières externes. Nous prenons également part au fait qu'on doit améliorer la sécurité dans notre mer, des milliers de personnes et migrants meurent chaque année. Pour cela, il serait nécessaire que chaque Etat puisse agir en cas d'accident maritime reporté, ou secourir de possibles migrants dans une situation critique en mer.

Dans un second temps, l'Arctique est un espace économique à fort potentiel grâce aux routes maritimes polaires, grâce à l'abondance de ressources minérales et énergétiques et grâce à l'abondance de pêche. Néanmoins cette région est fragile et très exposée au changement climatique. C'est pour ça qu'avec la participation de l'UE et de beaucoup d'autres pays, la France a mis en place une réglementation de la pêche. Pour nous, il est primordial de respecter l'environnement de cet espace et de chercher une manière d'extraire le maximum de son potentiel de manière éco-responsable afin de ne pas nuire à notre planète. Il est hors de question qu'un conflit naisse par l'égoïsme de quelques Etats, la ZEE des pays proches de l'Arctique ne doit pas être étendue, sauf dans des cas justifiés raisonnablement. Pour veiller à cette coopération, l'Arctique devra être majoritairement sous eaux internationales. Ceci faciliterait aussi la libre circulation, notamment pour créer de nouvelles routes commerciales communes, qui bénéficieront à la majorité des pays présents dans cette commission. Pour assurer notre sécurité, il est nécessaire de mettre en place un organisme de défense dans cet espace afin d'éviter des conflits. La France pense qu'il est nécessaire de signer un traité pour réguler les possibles activités d'extraction de ressources souterraines pour ne pas détruire l'écosystème de l'Arctique.

En conclusion, la France aimerait une réconciliation entre les États orientaux et occidentaux afin de faire évoluer de manière positive les échanges en Méditerranée. Sur le thème des flux migratoires, notre pays est en faveur de mieux les contrôler afin de les répartir équitablement dans l'UE, selon la situation de chaque pays, et afin d'améliorer la sécurité en mer. Pour la France, un changement de tendances est nécessaire pour réduire notre impact environnemental. Pour finir, notre pays souhaite que l'Arctique ne soit pas une zone de conflit. On aimerait que l'Arctique soit dans la zone des eaux internationales pour éviter l'appropriation de cet espace par quelque pays. Pour la France il est important que cet espace soit de libre accès et qu'il soit respecté écologiquement pour préserver son écosystème.

La France est disposée à débattre sur cette situation extraordinaire.